
Laurier et l'attribution de titres honorifiques au début du XX^e siècle

par Christopher McCreery

L'actuel Parlement minoritaire a rendu les Canadiens très conscients de l'importance, pour un parti, de pouvoir compter sur un siège ou deux. Le phénomène n'est pas nouveau, bien sûr. Voici le récit d'un stratagème conçu pour libérer un siège au Sénat à un moment où les libéraux en avaient vraiment besoin. Leur chef, sir Wilfrid Laurier, savait comment manipuler à son avantage le régime des titres honorifiques.

Aux derniers jours de la Première Guerre mondiale, l'élévation à l'ordre de la chevalerie et à la pairie était devenue si litigieuse qu'elle fut pratiquement abolie au Canada¹. La crainte que les titres honorifiques créent une caste de nobles titrés et le sentiment de devoir lutter pour la démocratie et non pour l'aristocratie au Canada ont amené la Chambre des communes à adopter la résolution Nickle en 1918 et le rapport du Comité spécial des distinctions honorifiques et titres en 1919. Les deux constituent ce qu'il est convenu d'appeler la résolution Nickle, même si c'est seulement dans le rapport du Comité spécial qu'il est demandé au roi de cesser d'élever des Canadiens à l'ordre de la chevalerie et de leur conférer des titres héréditaires.

Un des grands défenseurs de cette nouvelle politique d'interdiction était sir Wilfrid Laurier – celui-là même qui avait si habilement utilisé les titres honorifiques à des fins de favoritisme au Canada. Durant le mandat de Laurier à la tête du pays, de 1896 à 1911, plus de Canadiens ont été élevés à l'ordre de la chevalerie qu'à n'importe quelle autre période de notre histoire. Quelque 61 Canadiens, dont 5 sénateurs, ont été faits Knight Bachelor (Kt) ou ont reçu le titre plus prestigieux de Chevalier commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (KCMG). Ces distinctions honorifiques étaient très recherchées et conféraient plus de prestige et d'exclusivité qu'un siège au Sénat ou même un poste de

lieutenant-gouverneur. Elles équivalaient au titre d'officier ou de compagnon de l'Ordre du Canada aujourd'hui.

L'histoire de sir James Robert Gowan illustre comment, dans un cas au moins, on a fait miroiter la promesse d'un titre honorifique pour libérer un siège au Sénat. Ce sénateur libéral-conservateur de l'Ontario avait 89 ans quand il a été reçu chevalier commandeur en novembre 1905, ce qui a fait de lui le Canadien le plus âgé à être reçu chevalier.

Gowan avait été reçu compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges en 1893 et avait espéré pendant longtemps être élevé au rang de chevalier commandeur, ce qui lui avait été promis, à ce qu'il disait, par sir John Thompson bien des années auparavant. Hélas pour Gowan, Thompson était mort avant que la recommandation soit faite². Gowan alla jusqu'à écrire au gouverneur général, lord Minto, lui relatant la promesse de Thompson et faisant mention dans sa lettre de ses services au Canada et d'une déclaration flamboyante de sa loyauté³. Habituellement, lorsqu'un gouverneur général recevait une telle lettre, elle était classée et oubliée, mais Minto, prenant peut-être en pitié un sénateur vieillissant qui présentait une cause un tant soit peu plausible, envoya la lettre à Laurier⁴. Il espérait que Laurier voie d'un bon œil de recommander Gowan à la chevalerie l'année suivante. Mais l'année 1900 passa et le pauvre Gowan ne figurait toujours pas sur la liste des titres honorifiques.

Laurier parla de la situation de Gowan à son ministre de la Justice, David Mills. À ce moment-là, les libéraux avaient besoin d'accroître leur présence au Sénat, qui était dominé par les conservateurs, et voilà qu'un sénateur conservateur de 85 ans en quête d'un grade de chevalier se pointait à l'horizon et constituait un maillon faible pour son parti au Sénat. À la fin de l'année 1900, Mills pressentit Gowan et conclut un marché. Le 22 décembre 1900, Mills écrivit à sir Wilfrid.

J'ai entre mes mains sa démission [en parlent de Gowan], qui est adressée au gouverneur général et que je suis autorisé à

Christopher McCreery est adjoint exécutif du sénateur Michael Kirby. Le présent article s'inspire de son livre qui vient d'être publié et qui s'intitule The Canadian Honours System, ainsi que de son historique à paraître des titres honorifiques au Canada, The Order of Canada: Its Origins, History and Development.

présenter à Son Excellence, dès qu'il sera fait chevalier, à défaut de quoi je la lui rendrai. J'ai bon espoir que les dispositions seront prises sans difficulté et que le sénateur ne sera pas déçu. Sa place [au Sénat] revêt beaucoup d'importance pour nous en ce moment. Il ne fait aucun doute à mon avis que sa démission facilitera la prise d'un arrangement pour amener le D^r Landerkin, M. Wood de Hamilton et quelqu'un d'autre à la place du sénateur Reesor. Le cas échéant, cela renforcera notre position au Sénat à l'ouverture de la session⁵.

Mills espérait que Laurier convaincrat lord Minto d'ajouter Gowan à la liste des titres honorifiques de la nouvelle année. Mais, à quelques jours d'avis, il était peu probable que cela se produise. Laurier alla voir lord Minto le lendemain de Noël⁶, mais ni Laurier ni lord Minto ne mentionnèrent la demande de Gowan. Laurier ne fit pas allusion au titre de chevalier commandeur de Gowan et la démission de ce dernier ne fut pas remise. Apparemment, Laurier n'était pas aussi inquiet de la situation de son parti au Sénat que l'était son ministre de la Justice.

Lord Minto était déjà en faveur de la requête de Gowan depuis un certain temps⁷, mais il n'avait pas réussi à obtenir la permission de Laurier d'envoyer la recommandation au roi Édouard VII. En mai 1904, Laurier changea d'idée et demanda à Minto de recommander Gowan et le sénateur George Cox pour le titre de chevalier commandeur. Le sénateur Cox était un libéral bien en vue de l'Ontario. Laurier dit à Minto que si Cox et Gowan ne pouvaient pas être nommés tous les deux, aucun des deux ne devait l'être. Laurier savait que Minto voulait voir Gowan nommé chevalier et calculait que, s'il ajoutait une nomination libérale pour contrebalancer celle de Gowan, Minto céderait.

Minto envoya une requête à l'Office des colonies, laquelle fut rejetée, le nombre de titres honorifiques ne suffisant jamais à la demande⁸. Si Minto avait présenté une requête personnelle pour un grade de chevalier, l'Office des colonies aurait sans doute accepté, mais demander deux titres était excessif. Minto était certain que Gowan allait être élevé au rang de chevalier commandeur⁹. Laurier oublia l'affaire, mais l'Office des colonies, parangon d'efficacité, ne l'oublia pas. Malgré les protestations du nouveau gouverneur général, lord Grey, Gowan fut, en fin de compte, reçu chevalier commandeur le 9 novembre 1905. Lord Grey écrivit à Laurier qu'en dépit de ses protestations Sa Majesté avait gracieusement conféré le titre de chevalier commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges à Hector [*sic*] Gowan¹⁰.

Gowan garda son siège au Sénat jusqu'en 1907 et mourut en 1909. La tentative de Laurier de se servir du titre de chevalier commandeur pour amener Gowan à démissionner avait échoué, tout comme son autre tentative de combiner l'attribution du titre à Gowan et au sénateur libéral Cox, à condition que les deux hommes soient nommés en même temps. Dans cette affaire, l'idée de Laurier de se servir des titres honorifiques à d'étroites fins politiques se retourna contre lui, mais il demeure que la tactique a probablement donné de meilleurs résultats dans d'autres cas.

En fin de compte, les événements entourant un Canadien vivant au Royaume-Uni ramenèrent le débat des titres honorifiques à l'avant-scène une fois de plus. Ce fut, pour ainsi dire, la fin de l'époque des titres britanniques pour les Canadiens et, périodiquement, on rappela cette interdiction. La question du favoritisme et de la corruption joua un rôle important dans l'abandon du système des titres honorifiques britanniques au Canada et la naissance de l'Ordre du Canada près d'un demi-siècle plus tard.

Malgré son refus apparent d'être lui-même titré et son programme préconisant l'abandon de cette pratique en 1918 et prônant « la démocratie d'abord », Laurier intégra avec enthousiasme, à l'instar de ses prédécesseurs conservateurs, les titres honorifiques dans sa redoutable machine des faveurs politiques. Il est évidemment difficile de dire avec certitude combien de titres ont été attribués par Laurier pour assurer de nouvelles amitiés au Parti libéral, mais, durant le débat Nickle en 1918, les ennemis de Laurier se sont empressés de rappeler à la Chambre son habitude de recourir au favoritisme pour obtenir des avantages politiques.

Notes

1. Après la Première Guerre mondiale, la pratique qui consistait à acheter un titre honorifique a fait éclater un scandale qui a donné lieu à la création d'une commission royale britannique dirigée par un ancien gouverneur général canadien, le duc de Devonshire. Voir Tom Cullen, *Maudy Gregory*, Londres, Quality Books, 1975, p. 125. Par exemple, lord Beaverbrook a versé 10 000 £ à J.C.C. Davidson, président du Parti conservateur britannique, étant entendu qu'Andrew Holt serait fait chevalier dans la liste des titres honorifiques du Nouvel An 1929. Cependant, la chevalerie n'a pas été accordée et l'argent a été rendu à Beaverbrook. (A.J.P. Taylor, *Beaverbrook*, Londres, Hamish Hamilton Press, 1972, p. 256.)
2. Archives nationales du Canada (ANC), MG 26 G, documents de Laurier, p. 34045, sir James Gowan à lord Minto, 31 mai 1899.
3. *Ibid.*
4. Nous savons que Minto a donné la lettre à Laurier parce qu'elle se trouve dans les documents de celui-ci.
5. ANC, MG 26 G, p. 51788, David Mills à sir Wilfrid Laurier, 22 décembre 1900. Le sénateur Reesor a démissionné du Sénat au début de janvier et Andrew Wood a été appelé à y siéger le 21 janvier 1901. Le Dr George Landerkin suivit; sa nomination date du 16 février 1901.
6. ANC, MG 26 G, documents de Laurier, p. 51789, sir Wilfrid Laurier à David Mills, 24 décembre 1900.
7. Saywell et Stevens, *Lord Minto's Canadian Papers*, volume II, p. 460, lord Minto à Lyttelton, 19 mai 1904.
8. *Ibid.*, volume II, p. 504, lord Minto à sir Wilfrid Laurier, 24 juin 1904.
9. *Ibid.*, volume II, p. 505, lord Minto à sir Wilfrid Laurier, 25 juin 1904.
10. ANC, MG 26 G, documents de Laurier, p. 20334, lord Grey à sir Wilfrid Laurier, 8 novembre 1905.